





« S'adapter, se transformer, accompagner : la Banque de France au service des Français »

François Villeroy de Galhau
Gouverneur de la Banque de France

LA BANQUE DE FRANCE

EN 2022, C'EST ... **105** unités permanentes

9103 salariés (équivalent temps plein)

STRATÉGIE MONÉTAIRE

STABILITÉ FINANCIÈRE

SERVICES À L'ÉCONOMIE ET À LA SOCIÉTÉ

3 MISSIONS

5

VALEURS

INDÉPENDANCE

EXPERTISE

PERFORMANCE DURABLE

OUVERTURE

SOLIDARITÉ

L'année 2022 a été marquée par la guerre en Ukraine et ses répercussions en Europe, qui ont affecté l'ensemble de l'économie et provoqué beaucoup d'incertitudes. À peine sorti de la crise Covid, notre pays a fait preuve d'une forte résilience, avec une croissance atteignant 2,6 % et un taux de chômage ramené à 7,2 %. Mais la dette publique de la France représente 112 % du PIB et l'inflation s'est élevée en moyenne à 5,9 %. Face à cette situation contrastée, et dans le contexte d'inquiétude écologique et de préoccupations sociales,

QUELLE A ÉTÉ L'ACTION DE LA BANQUE DE FRANCE ?



➔ **Augmentation du prix de l'énergie, puis propagation de l'inflation aux autres secteurs**

➔ **Accélération de l'inflation**

- + 5,9 %, inflation IPCH en France en moyenne annuelle
- + 8,4 %, inflation IPCH en zone euro en moyenne annuelle

➔ **Résistance de l'activité en France**

Croissance du PIB soutenue en France, à 2,6 % en moyenne annuelle

➔ **Normalisation de la politique monétaire : réaction déterminée pour ramener l'inflation vers 2 %**

Interruption des programmes d'achats de titres

- **en avril** pour le programme d'achats d'urgence face à la pandémie (*pandemic emergency purchase programme*, PEPP)

- **en juillet** pour ceux du programme d'achats d'actifs (*asset purchase programme*, APP)

- **recalibrage en octobre** des conditions des opérations ciblées de refinancement à plus long terme (*targeted longer-term refinancing operations*, TLTRO)

Remontée des taux directeurs

- **Le 21 juillet**, l'Eurosystème a officiellement cessé d'annoncer la trajectoire à moyen terme de ses taux directeurs (*forward guidance*) Une politique monétaire plus réactive avec une prise de décision réunion par réunion

- **Juillet** : première remontée des taux de 50 points de base (pdb, soit 0,5 %)

- **Septembre** : remontée des taux de 75 pdb

- **Novembre** : remontée des taux de 75 pdb

- **Décembre** : remontée des taux de 50 pdb
Taux de la facilité de dépôt alors porté à 2,00 %

➔ **Normalisation des conditions de financement**

Augmentation du coût des crédits bancaires

- aux sociétés non financières
décembre 2021 : 1,3 %
décembre 2022 : 3,2 %

- aux ménages français
décembre 2021 : 1,1 %
décembre 2022 : 2,05 %

➔ **Guerre en Ukraine** : apport de l'expertise technique et opérationnelle afin d'assurer la préparation et la mise en œuvre des sanctions financières contre la Russie

➔ **Crise de l'énergie** : renforcement de la surveillance des expositions des acteurs français sur ces marchés

➔ **Risque cyber** : rôle proactif dans la mise en œuvre du règlement européen sur la résilience opérationnelle numérique (*Digital Operational Resilience Act*, DORA)

➔ **Incertitude du contexte macroéconomique et financier** :

- des banques et assurances solides, mais des précautions nécessaires
- 14,9 %, ratio de solvabilité (*common equity Tier one*) des six principaux groupes bancaires français^{a)}
- 250 %, taux de couverture moyen du ratio de solvabilité pour les entreprises d'assurance supervisées^{b)}

➔ **Taille du marché des cryptoactifs divisée par près de trois par rapport à son pic de novembre 2021** : 800 milliards de dollars de capitalisation

➔ **Dotation par l'Union européenne d'un premier texte réglementaire sur les cryptoactifs** : Le règlement européen sur les marchés de cryptoactifs (*Markets in Crypto-Assets*, MiCA)

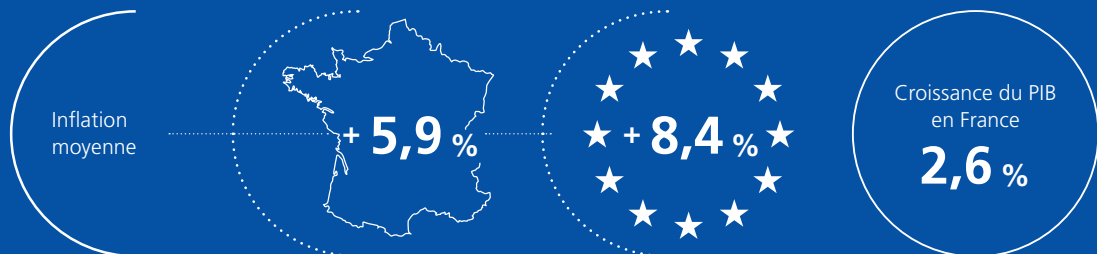
➔ **Poursuite des travaux de l'Eurosystème en matière de monnaie numérique de banque centrale (MNBC)**

➔ **La Banque de France et l'ACPR accentuent l'attention sur les risques liés au changement climatique**

- L'exercice du Mécanisme de supervision unique (MSU) a souligné le besoin pour les banques d'accélérer leurs efforts pour développer leur cadre de tests de résistance climatique
- Conduite par L'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles (EIOPA) de son premier exercice de *stress test* climatique
- Premiers travaux de supervision des informationnelles, sociales et de gouvernance (ESG) publiées par les institutions financières, conformément aux obligations européennes et françaises
Objectif de réorientation des flux de capitaux vers des activités économiques durables en améliorant l'information fournie aux épargnants sur les caractéristiques ESG des supports d'investissement

➔ **Contrôles notables en 2022** :

- Modalités de commercialisation des contrats d'assurance-vie
- Frais facturés aux épargnants
- Respect du plafonnement des frais bancaires facturés à la clientèle en cas d'incident de fonctionnement de compte
- Libre choix d'assurance emprunteur pour un crédit immobilier
- Pôle commun avec l'Autorité des marchés financiers (AMF)
- Site Internet « Assurance Banque Épargne Info Service » : plus de 2 millions de pages vues
- Inscription sur listes noires de plus de 1 135 noms de sites ou acteurs non autorisés

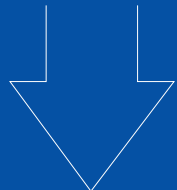


a) Provisoire : donnée définitive disponible en juillet 2023.

b) Provisoire : donnée définitive disponible fin avril 2023.



ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRISES



Nouvelle échelle de cotation

22 niveaux
d'appréciation du risque

308348

entreprises non financières
(essentiellement des PME)

8779

entrepreneurs
orientés par

102

correspondants
TPE-PME

1000

start-up ont bénéficié
d'un accompagnement
de financement

Médiation du crédit

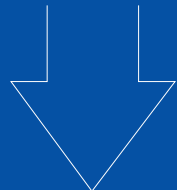
2180

dossiers de
demande

10232

emplois préservés
dans 860 entreprises

PROTECTION DES PERSONNES FINANCIÈREMENT FRAGILES



113081

dossiers de
surendettement déposés

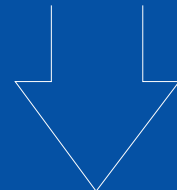
+ 800 000

personnes éligibles
à l'offre spécifique
« clientèle fragile »

+ 6 millions

de clients éligibles
au plafonnement
de leurs frais d'incidents

UNE COMMUNICATION PLUS ACCESSIBLE



500 000

contacts Internet et réseaux sociaux
**Rencontres de la
politique monétaire**

EDUCFI



9 millions

de pages vues sur les
supports d'éducation
financière des publics

114

ateliers
auprès de 1 200 personnes
en situation d'illettrisme
et leurs accompagnants

650

ateliers
auprès de 5300 jeunes
en insertion professionnelle
dans plus de 200 structures

80 000

élèves de 4^e ou 3^e
ont reçu leur passeport Educfi
à l'issue d'une formation
sur l'éducation financière

POUR EN SAVOIR PLUS SUR L'ACTION ET LES MISSIONS DE LA BANQUE DE FRANCE



On parle cash : les podcasts de la Banque de France.

Les podcasts #onparlecash vous proposent un aperçu des sujets économiques qui font l'actualité de la banque centrale, que ce soient la finance verte, la dette, la sécurité des moyens de paiement, la croissance, l'Eurosystème, le crédit immobilier ou encore la BCE



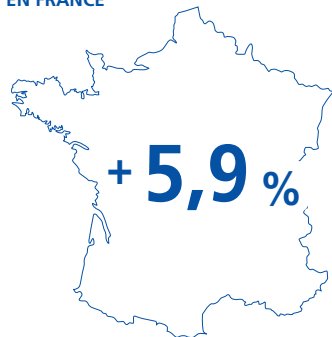
Le Bulletin de la Banque de France

Le Bulletin de la Banque de France a vocation, sur les sujets économiques et financiers suivis, traités ou étudiés par la banque centrale, à constituer un outil d'information pour des publics variés et à proposer un éclairage pédagogique afin de permettre à chacun de former son propre jugement

LA STRATÉGIE MONÉTAIRE 2022 EN CHIFFRES

INFLATION IPCH (INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION HARMONISÉ)
(en moyenne annuelle)

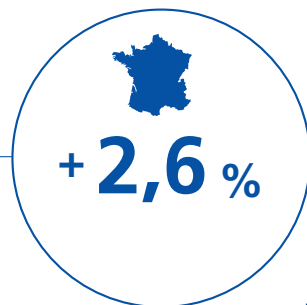
EN FRANCE



EN ZONE EURO



CROISSANCE D'ACTIVITÉ



TAUX D'INTÉRÊT MOYEN DES NOUVEAUX
CRÉDITS À L'HABITAT DES MÉNAGES, EN DÉCEMBRE



HAUSSES DE TAUX D'INTÉRÊT
DE LA BANQUE CENTRALE

NORMALISER LA POLITIQUE MONÉTAIRE POUR REVENIR À LA STABILITÉ DES PRIX

L'année 2022 a été marquée par une accélération forte de l'inflation, déclenchée par la conjonction de deux facteurs principaux : les difficultés d'approvisionnement à la suite de la pandémie de Covid-19 ainsi que la guerre en Ukraine.

La hausse des prix a été de + 5,9 % en France sur l'année, à un niveau inférieur au reste de la zone euro (+ 8,4 %). Phénomène mondial tiré au départ par les prix de l'énergie, l'inflation s'est diffusée à l'ensemble de l'économie nationale : l'inflation sous-jacente – qui exclut l'alimentation et l'énergie – s'est élevée en 2022 à + 3,9 % pour la zone euro.

La lutte contre l'inflation, pour la ramener au niveau de 2 %, est l'objectif premier du mandat de la Banque de France. Ainsi, la politique monétaire s'est normalisée avec le retrait progressif des mesures de soutien dites non conventionnelles, comme l'arrêt des achats nets effectués dans le cadre des programmes d'achats d'actifs (PEPP et APP), ou un recalibrage des opérations de refinancement à plus long terme (TLTRO). Quatre hausses de taux directeurs sont intervenues depuis juillet 2022.

Malgré la normalisation monétaire, l'activité a bien résisté en 2022, avec une croissance du PIB de + 2,6 % en 2022. Après avoir été exceptionnellement favorables depuis 2015, les conditions de financement de l'économie se sont rapprochées de leurs moyennes historiques : le taux d'intérêt moyen des nouveaux crédits à l'habitat des ménages a atteint + 2,05 % en décembre 2022. Le taux d'endettement des entreprises a toutefois augmenté d'environ 83 milliards d'euros sur l'année.

La monnaie prend de nouvelles formes : outre les billets – dont la Banque de France est toujours le premier imprimeur, avec plus d'un milliard de coupures –, la création d'un euro numérique est en phase d'investigation jusqu'à la fin de l'année 2023. La monnaie numérique de banque centrale pourrait ainsi renforcer l'efficacité économique et l'autonomie stratégique du continent européen.

LA STABILITÉ FINANCIÈRE 2022 EN CHIFFRES

MISSIONS DE CONTRÔLE

206

sur place des assurances
et des banques
(hors MSU, Mécanisme
de surveillance
unique), et de leurs
pratiques commerciales

38

pour le compte
de la BCE
(cadre du MSU)

RATIO DE SOLVABILITÉ

(*common equity
Tier one*) des six
principaux groupes
bancaires français

14,9 %^{a)}

pour les entreprises
d'assurance supervisées

250 %^{b)}

TAUX DE COUVERTURE MOYEN DU RATIO DE SOLVABILITÉ

PART DU BILAN

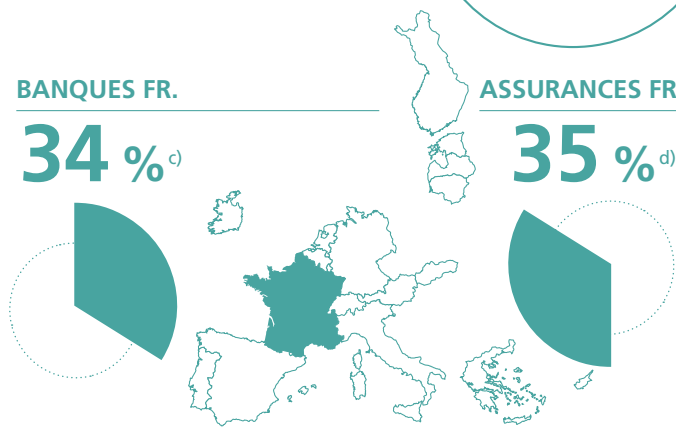
(en zone euro)

BANQUES FR.

34 %^{c)}

ASSURANCES FR.

35 %^{d)}



- a) Provisoire : donnée définitive disponible en juillet 2023.
- b) Provisoire : donnée définitive disponible fin avril 2023.
- c) Provisoire : donnée définitive disponible mi-avril 2023.
- d) Provisoire : donnée définitive disponible fin juin 2023.

CONFORTER LA RÉSILIENCE DU SYSTÈME FINANCIER FRANÇAIS

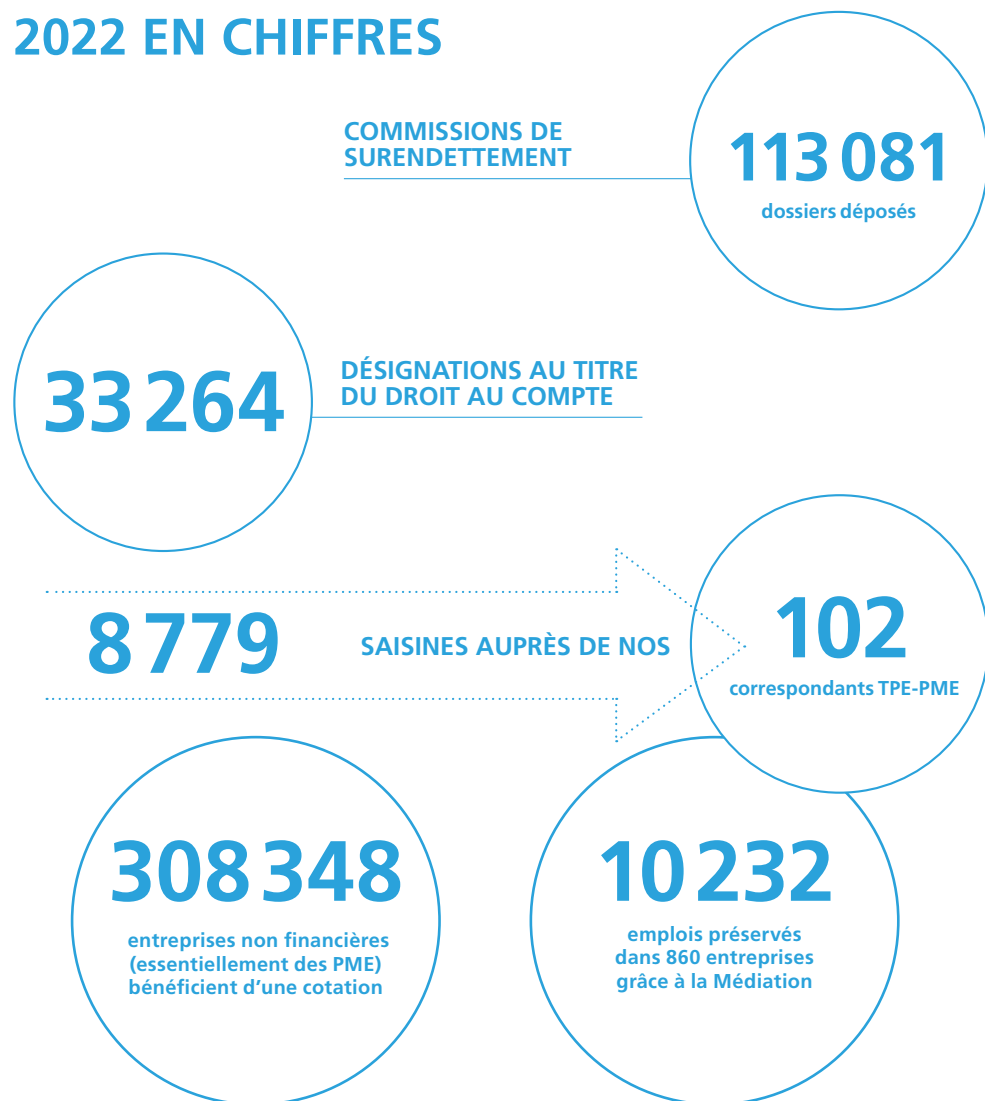
Le secteur financier français a absorbé les chocs liés à la guerre en Ukraine et a prouvé sa robustesse : les sanctions européennes envers la Russie ont été bien appliquées, et les six principaux groupes bancaires français conservent un ratio de solvabilité moyen élevé, à hauteur de 14,9 % en décembre 2022. Compte tenu des risques induits en matière de stabilité financière, la Banque de France et l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) ont renforcé leur surveillance des expositions des acteurs financiers français sur les marchés de l'énergie et à l'égard du risque cyber, qui s'est accentué en 2022.

En 2022, les marchés financiers ont affiché une forte volatilité, en réaction à la remontée des taux d'intérêt et aux incertitudes. De nouvelles mesures macroprudentielles ont été mises en place pour compenser l'accroissement des risques cycliques, notamment avec l'encadrement par le Haut Conseil de stabilité financière (HCSF) des conditions d'octroi du crédit à l'habitat, devenues plus contraignantes en janvier 2022.

La Banque de France contribue aux réponses qu'appellent les changements structurels du système financier. Elle promeut une réglementation, coordonnée au niveau international, du marché des cryptoactifs ; l'Union européenne s'est notamment dotée d'un texte réglementaire (*Markets in Crypto-Assets*, MiCA) sur le sujet, qui devrait entrer en application dès 2024. La Banque de France et l'ACPR portent une attention accrue aux risques liés au changement climatique, ainsi qu'à la supervision des informations environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) publiées par les institutions financières. Créé à l'initiative de la Banque de France avec sept autres banques centrales en 2017, le Réseau des banques centrales et des superviseurs pour le verdissement du système financier (NGFS) compte aujourd'hui 140 membres et observateurs.

La surveillance des pratiques de marché, à des fins de protection de la clientèle, a permis de contrôler le respect du plafonnement des frais bancaires ou le libre choix d'assurance emprunteur pour un crédit immobilier. L'ACPR a poursuivi sa lutte contre les escroqueries et usurpations d'identité de professionnels du secteur financier, en recrudescence en 2022.

LES SERVICES À L'ÉCONOMIE ET À LA SOCIÉTÉ 2022 EN CHIFFRES



LA BANQUE DE FRANCE AU PLUS PRÈS DES MÉNAGES ET DES ENTREPRISES

La Banque de France élargit ses services aux entreprises, avec notamment une échelle de cotation plus précise, ainsi que la mise à disposition d'outils enrichis (outil de positionnement et d'analyse en ligne des entreprises – OPALE –, analyse conjoncturelle et structurelle économique locale – ACSEL). En 2022, 8 779 entrepreneurs ont été aidés par les 102 correspondants TPE-PME départementaux et quelque 1 000 *start-up* ont été accompagnées dans leur recherche de financement. Les demandes de médiation, en diminution de 45 % par rapport à 2021, sont le signe d'un accès plus facile au crédit.

La Banque de France a mené une action globale en faveur de l'inclusion financière des particuliers, notamment avec un numéro de téléphone unique, le 3414, qui, au prix d'un appel local, permet de joindre directement le service compétent de la Banque. En 2022, le nombre de dossiers de surendettement déposés a fléchi (113 081, contre 120 975 en 2021). L'année a également été marquée par la poursuite des travaux de l'Observatoire de l'inclusion bancaire (OIB), qui permet à ses membres de partager chaque mois leur perception de la conjoncture sociale.

Opérateur de la stratégie nationale d'éducation économique, budgétaire et financière (EDUCFI), la Banque de France a déployé le passeport EDUCFI auprès de 80 000 élèves de 4^e ou 3^e en 2021-2022, mis en place des ateliers EDUCFI auprès de 31 000 volontaires du Service national universel et organisé des concours ouverts aux lycéens. L'accent a également été mis sur les plus fragiles avec 650 ateliers EDUCFI animés auprès de 5 300 jeunes en insertion professionnelle et 114 ateliers auprès de 1 200 personnes en situation d'illettrisme et leurs accompagnants.

Les sites « ABC de l'économie », « Mes questions d'argent » et « Mes questions d'entrepreneur » ont été complétés en 2022 par des podcasts, des contenus pédagogiques gratuits sur les réseaux sociaux et des jeux numériques.

Prestataire de services financiers pour le compte de l'État, la Banque de France gère les comptes du Trésor public et les paiements associés. Depuis 2021, la Banque assure pour le compte de la Commission européenne l'émission de titres à court terme, qui financent le plan de relance européen NextGenerationEU.

Construire Ensemble 2024



ANCRER

la stabilité des prix,
la transition climatique,
la stabilité financière
et la résilience

ANTICIPER

l'innovation

ACCOMPAGNER

les particuliers
et les entreprises

ATTIRER

les talents
et les fidéliser

DÉFIS DE L'INFLATION

- 1a. Retour de l'inflation vers 2% d'ici fin 2024/fin 2025
- 1b. « La Banque de France à votre écoute » vers tous les publics sur la politique monétaire
2. Mieux prendre en compte et mesurer les anticipations d'inflation des ménages et des entreprises

DÉFIS CLIMATIQUES

3. Adapter les opérations de politique monétaire aux risques climatiques
11. Amplifier, notamment via le NGFS, la prise en compte du risque climatique par le secteur financier

12. Évaluer l'intégration des risques climatiques dans la cotation ainsi que la diffusion d'un indicateur aux entreprises
22. S'engager activement vers un objectif de neutralité carbone
23. Viser la sobriété numérique dans tous nos usages

DÉFIS DE STABILITÉ FINANCIÈRE ET DE RÉSILIENCE

10. Mieux évaluer et mieux prévenir les risques pour le système financier
19. Renforcer et renouveler notre résilience opérationnelle

DÉFIS TECHNOLOGIQUES

- 4-5. Innover dans les paiements du quotidien (y compris dans un euro numérique)
6. Préparer nos infrastructures de marché à une finance décentralisée et « tokenisée »
7. Une modernisation adaptée de l'imprimerie, notamment pour accroître notre compétitivité
8. Conquérir de nouveaux marchés papier (EUROPAFI)
9. Mettre en œuvre notre stratégie SUPTECH pour une supervision augmentée

17. Anticiper les thèmes clés pour l'agenda Eurosysteme et multilatéral de demain
24. Capter plus d'innovations avec les métiers et leur écosystème et en accélérer le passage en production
25. Mieux gouverner et valoriser nos données, en commençant par 5 domaines (entreprises, stabilité financière, supervision, statistiques, climat)

DÉFIS SOCIAUX ET TERRITORIAUX

13. Déployer, grâce à notre réseau, une offre complète d'inclusion financière
14. Face aux crises, innover et mieux accompagner les entrepreneurs dans les territoires
15. Permettre à chacun de connaître et faire connaître les missions de la Banque
16. Soutenir la stratégie des Instituts pour le développement des économies ultramarines

DÉFIS DE L'ATTRACTIVITÉ RH

18. Définir une politique RH contribuant à notre influence européenne et internationale
20. Un parc immobilier et un cadre de travail du réseau entièrement modernisés d'ici la fin de la décennie
21. Un poste de travail simple, répondant à la diversification des modes de travail, y compris le télétravail
26. Des managers confortés : plus de partage des « attitudes managériales », plus d'aide face aux défis du quotidien, et plus d'autonomie
27. Des assistants valorisés : un mode de recrutement renouvelé et un développement des compétences et des perspectives d'évolution tout au long de la carrière
28. Une meilleure reconnaissance financière des contributions, y compris pour les experts
29. Instaurer un régime de prévoyance pour tous
30. Simplifier, dans nos processus comme dans notre culture
31. Renforcer le collectif de travail en contexte hybride

LA RESPONSABILITÉ SOCIALE...

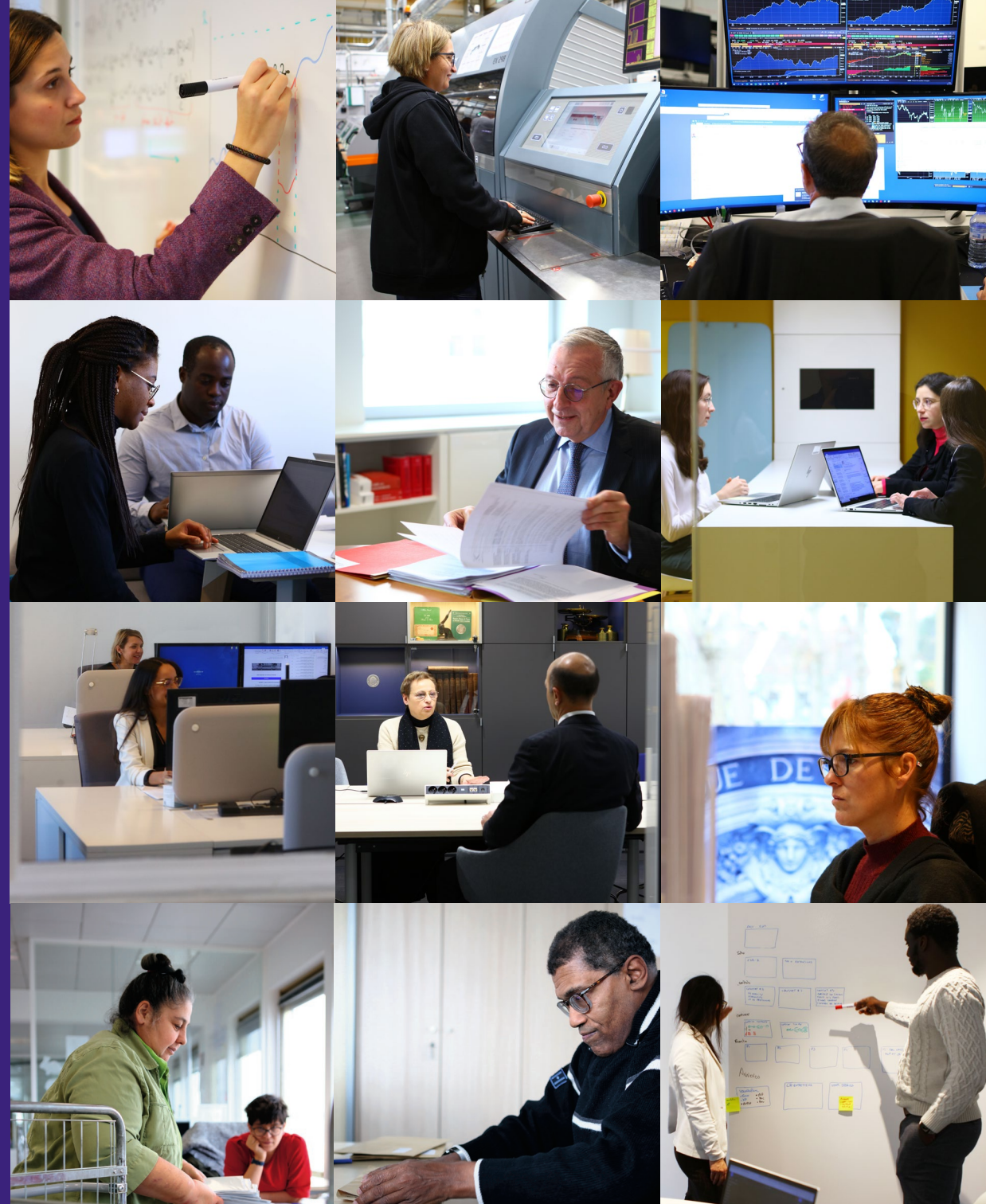
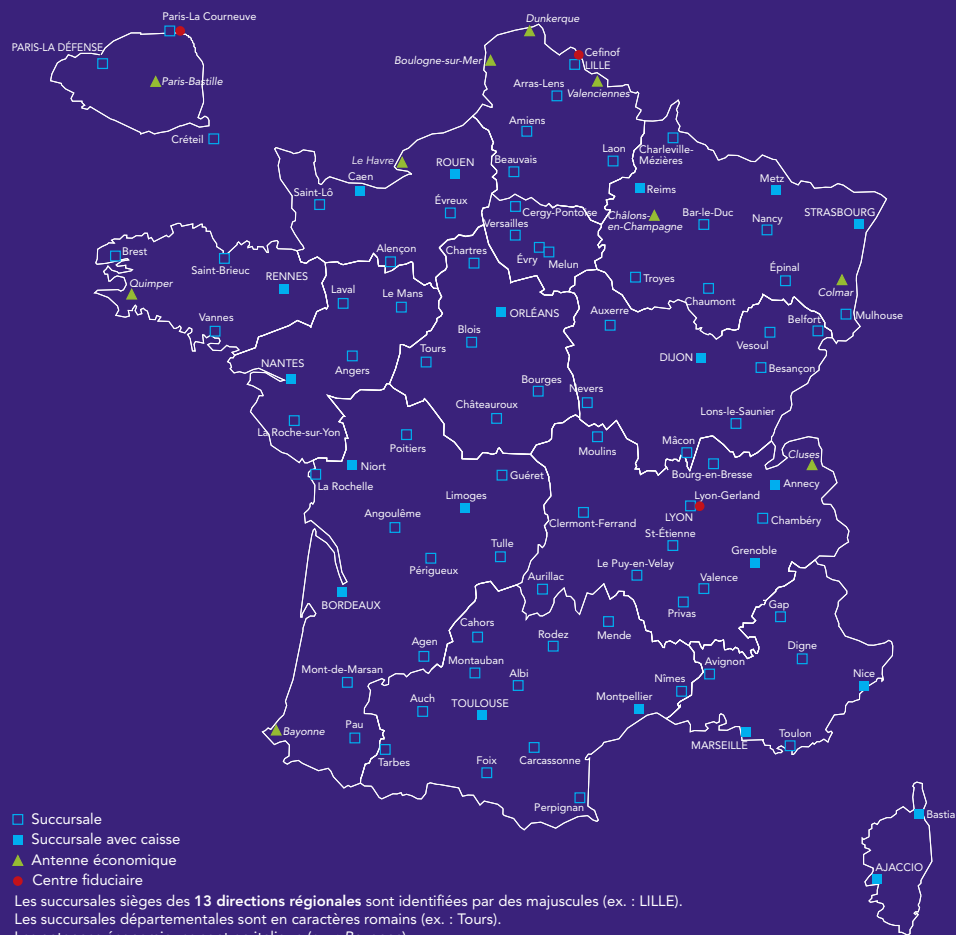
... ET ENVIRONNEMENTALE

DOMAINES D'ACTION	OBJECTIFS	INDICATEURS SUIVIS	NIVEAU D'ATTEINTE 2022
 <p>POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT</p>	<p>Piloter et mettre en œuvre une stratégie de neutralité carbone</p> <p>Associer les métiers et les collaborateurs à la réduction de notre empreinte carbone</p> <p>Avoir un usage durable des ressources et contribuer à la préservation de la biodiversité</p>	<p>n° 1 Réduire d'au moins 15% nos émissions de gaz à effet de serre (GES) à 2024 (comparativement à 2019)</p> <p>n° 2 Mise à disposition de tous les collaborateurs d'un profil numérique individuel, avec enrichissement et augmentation de son usage</p>	<p>n° 1 Taux de réduction 2022 (comparativement à 2019) : 22,6%^{a)}</p> <p>n° 2 9782 utilisateurs (collaborateurs et prestataires externes) 2 nouvelles fonctionnalités : nombre d'impressions et décompte des mails envoyés sur la plage horaire de 19h - 7h30 et le week-end</p>
 <p>POUR L'INCLUSION RH ET LES INITIATIVES COLLABORATIVES</p>	<p>Promouvoir la diversité dans les recrutements et garantir l'équité de traitement</p> <p>Garantir l'employabilité des collaborateurs à toutes les étapes de leur carrière</p> <p>Coconstruire un environnement de travail qui favorise le bien-être et la prise d'initiative</p>	<p>n° 3 Taux d'accès des femmes aux postes à responsabilité : 35% à fin 2024</p> <p>n° 4 Taux d'emploi de travailleurs en situation de handicap ≥ à 6%</p>	<p>n° 3 Taux d'accès des femmes aux postes à responsabilité : 35,6% à fin 2022, soit au-delà de la cible fixée d'ici fin 2024 dans l'avenant de l'accord d'entreprise</p> <p>n° 4 Taux d'emploi de travailleurs en situation de handicap au titre de l'année 2022 : 6,71%</p>
 <p>COMME MÉCÈNE</p>	<p>Préserver et promouvoir le patrimoine culturel</p> <p>S'engager pour une plus grande inclusion économique et sociale</p> <p>Promouvoir la transition écologique</p>	<p>n° 5 Taux d'engagement annuel des collaborateurs > 10%, avec une progression de + 15% entre 2020 et 2024</p> <p>n° 6 Au moins 350 actions de mécénat soutenues et un budget d'au moins 25 M€ sur la période 2021-2024</p>	<p>n° 5 Taux d'engagement 2022 : 29,7% En 2021 : 16,9% En 2020 : 12,2%</p> <p>n° 6 2021-2022 : 220 actions, 13,9 M€ de budget En 2022 : 110 actions pour 6,7 M€ En 2021 : 110 actions pour 7,2 M€</p>
 <p>POUR UNE ÉCONOMIE DURABLE, PAR NOS INVESTISSEMENTS ET NOS ACHATS</p>	<p>Intégrer des critères extra-financiers dans l'engagement et le suivi de nos projets</p> <p>Poursuivre et diffuser notre démarche d'achats responsables</p> <p>Renforcer notre démarche d'investissement responsable</p>	<p>n° 7 Alignement 2 °C de la poche actions^{b)} de la caisse de réserve des employés</p>	<p>n° 7 1,5 °C est le nouvel objectif d'alignement suite à l'atteinte de l'objectif initial de 2 °C en 2021 et en 2022</p>

a) Chiffre de 2022 provisoire, en partie estimé.

b) La démarche d'investisseur responsable de la Banque porte sur les portefeuilles dédiés aux fonds propres et aux engagements de retraite, actifs dont elle a la pleine et entière responsabilité. Elle poursuit les objectifs fixés par l'accord de Paris et entend aligner la poche actions de ses portefeuilles d'actifs sur une trajectoire de réchauffement climatique nettement inférieure à 2 °C. Pour cela, elle tient compte des trajectoires d'émissions carbone des entreprises dans ses choix d'investissement, afin que ses portefeuilles respectent cette cible.

LE RÉSEAU ET LES CENTRES FIDUCIAIRES DE LA BANQUE DE FRANCE AU 1^{ER} JANVIER 2023



banque-france.fr



BANQUE DE FRANCE
EUROSYSTÈME

